Amérique latine : des régimes cartographiques en mutation

AUTEUR·ES

Sébastien VELUT,
Silvina Cecilia CARRIZO

RÉSUMÉ

Nous explorons dans cette proposition le changement de régime cartographique en Amérique latine. Au XIX^e siècle, des cartographies nationales ont été réalisées sous l'autorité des États selon des principes de construction nationale, d'inventaire des ressources et de centralisation des informations. Néanmoins, les usages des cartes sont limités car les cartes sont peu disponibles, que les services cartographiques ont souvent connu des difficultés de financement et que la littératie cartographique est déficitaire. Au XXI^e siècle, de nouvelles cartographies se multiplient grâce à la diffusion des données et des outils informatiques. Elles reposent notamment sur des mouvements militants, qui peuvent créer des contre-cartographies. Cette diversification des points de vue sur les territoires conduit à repenser la question de la littératie cartographique.

MOTS CLÉS

cartographie, littératie, démocratie

RESUMEN

En este artículo exploramos los cambios en el régimen cartográfico en América Latina. En el siglo XIX, la cartografía nacional se realizó bajo la autoridad de los Estados siguiendo una lógica de construcción nacional, de inventario de recursos y de centralización de las informaciones. Sin embargo, los usos de los mapas fueron limitados debido a la escasa disponibilidad de los mismos, a las dificultades de financiación de los servicios cartográficos y a la falta de alfabetización cartográfica. En el siglo XXI, las nuevas cartografías se multiplican gracias a la difusión de datos y herramientas informáticas. Son realizadas por movimientos activistas, que pueden crear contra cartografías. Esta diversificación de puntos de vista sobre los territorios lleva a replantear la cuestión de la alfabetización cartográfica.

PALABRAS CLAVES

Cartografía, Alfabetización cartográfica, Democracia

SUMMARY

In this text we explore the change of cartographic regime in Latin America. In the 19th century, national cartography was carried out under the authority of states following principles of national construction, resource inventory, and centralisation of information. Nevertheless, the uses of maps were limited because maps were not widely available, cartographic services often had funding difficulties and cartographic literacy was lacking. In the 21st century, new cartographies are multiplying thanks to the diffusion of data and computer tools. They are based in particular on activist movements, which can create counter-cartographies. This diversification of points of view on territories leads to rethink the question of cartographic literacy.

KEYWORDS

Cartography, Literacy, Democracy

Depuis la fin du XX^e siècle, les cartes connaissent de profondes mutations grâce aux technologies de l'information. La carte, en tant qu'image de l'espace à échelle réduite sur un support adapté, apparaît dans des formats et des supports diversifiés. Les temps de production sont raccourcis et la diffusion se fait instantanément.

Or, les cartes ont servi à l'appropriation des territoires. Elles sont des instruments de pouvoir, à tel point que leur diffusion a été parfois interdite (Gould & Harley, 1995). Par rapport à ce pouvoir, le numérique rend possible la démultiplication des images et des usages comme des intentions cartographiques (Noucher, 2017). La cartographie prend aussi sens par rapport à la capacité des individus à s'en emparer en mobilisant une *littératie* spécifique, c'est-à-dire leurs compétences pour s'approprier de l'information et en faire usage (Frau-Meigs, 2019). Mobiliser les ressources de la cartographie numérique cible une *translittératie*, demandant de maîtriser les techniques de lecture des cartes, de production des données, de navigation entre images et textes, mais aussi les compétences propres aux usages de l'information numérique. Par l'accès à l'information en ligne à bas coût et par la capacité dans la société de s'en emparer, de critiquer, d'en produire de nouvelles et d'agir collectivement, la démocratisation cartographique peut avancer.

La carte est à la fois un instrument scientifique s'appuyant sur les techniques de son temps, un objet politique de domination et un objet culturel porteur de représentations (Desbois, 2015 : 12). L'objectif de cette proposition est d'illustrer, en Amérique latine, les mutations produites dans ces dimensions qui sont connectées. Une première partie montre les régimes de visibilité et de disponibilité imposés lors de la construction de cartographies nationales, qui définissent durablement les images des territoires.

La deuxième partie explore comment le numérique favorise des régimes informationnels et d'activisme multipliant les données, les sources et les usages de la cartographie en Amérique latine.

DES TERRITOIRES À CARTOGRAPIER

La carte sert à établir un relevé territorial et à projeter une situation, en lien à l'intentionnalité du cartographe et de ses commanditaires. Toute carte résulte de choix et mobilise des technologies qui présentent des biais. Les cartes sont partielles et c'est cela qui en fait des instruments efficaces, affirmant un discours sur l'espace (Brunet, 1987).

Au service des nations

En Amérique latine, les nécessités de la colonisation et du partage des terres ont longtemps guidé les efforts cartographiques. Les cartes précisaient la connaissance des ressources économiques exploitables. S'emparer de la carte était stratégique pour s'emparer des territoires. Ces cartes jouaient en effet un rôle important dans les revendications frontalières et la consolidation des projets nationaux. La démarcation des frontières au XIX^e siècle exigeaient une précision supérieure à celle du XVIII^e. Pour ces différents objectifs, les États qui accédaient à l'indépendance dressaient des cartes systématiques de leurs territoires.

– En 1858, au Mexique, l'atlas de García Cubas couvre l'ensemble des États de la fédération. En 1887, l'État crée un département de cartographie et achève en 1904 une couverture au 1 : 100 000 du territoire.

– En 1865, au Pérou, Paz Soldán publie un *Atlas geográfico del Perú*.

– En 1869, en Argentine, l'atlas de Victor Martin de Moussy offre des cartes grand format des territoires, même si les régions du Chaco ou de la Patagonie restent encore dans le flou, appelées « territoire indien du Nord » et « du Sud ». En 1889, d'après E. Reclus, le gouvernement argentin fait exposer à Paris un plan-relief à l'échelle de 1 : 500 000.

– En Colombie, le cartographe italien Agustin Codazzi réalise un premier atlas national, dont les cartes attribuent à la Colombie de vastes espaces amazoniens, encore très peu connus et que la fièvre du caoutchouc n'a pas encore touchés.

– Au Chili, à la demande du gouvernement, le médecin français Claude Gay publie une monumentale série d'ouvrages d'histoire, d'histoire naturelle et de géographie.

– Le Brésil se livre à un travail de synthèse cartographique pour produire vers 1875 une carte complète à l'échelle de 1 : 3 700 000.

En Amérique latine, l'entreprise cartographique est intérieure : elle nourrit le discours national, sert les projets d'expansion territoriale et de délimitation des frontières. Connaître les territoires pour les coloniser a motivé des expéditions cartographiques, complétées au XX^e siècle. C'est à partir de la nécessité de mesurer et de subdiviser les terres qu'ont été créés les services du cadastre et les instituts géographiques, parfois rattachés aux armées. Au XX^e siècle les photographies aériennes, voire les premières images obtenues par télémétrie radar, ont été utilisées pour cartographier les très vastes territoires et peu à peu englober l'ensemble des territoires nationaux.

Sur la littérature

Les cartes instaurent un régime de visibilité mais également d'invisibilité des territoires. La carte montre autant qu'elle occulte. La carte topographique tend à privilégier les éléments importants pour les armées et une toponymie normalisée. Inversement, si les cartes doivent circuler, certains éléments sont masqués. Les cartes topographiques usuelles laissent de côté les expériences vécues et la diversité des expériences. Par exemple, la toponymie oblitère d'autres dénominations des lieux, comme dans les langues indigènes. Au Paraguay, la loi de 2014 sur le bilinguisme prévoit que les toponymes indigènes seront conservés et qu'ils pourront être « récupérés » à la demande des communautés – cette récupération montre bien que les toponymes avaient été effacés. Notamment dans les régimes autoritaires, il subsiste des barrières à la diffusion de données cartographiques et les systèmes usuels de localisation sont brouillés (Velut, 2021). De même, une partie du territoire échappe au balayage systématique des vues de terrains, comme les bidonvilles, qui n'en constituent pas moins une part importante de la réalité des métropoles. Il s'agit d'endroits probablement moins « notables » pour les entreprises californiennes qui définissent leurs itinéraires.

Au régime de (in)visibilité s'ajoute un régime de disponibilité de la cartographie. En Amérique latine les cartes papier dressées par les organismes officiels étaient peu diffusées, et pas toujours en vente libre. Acquérir les cartes topographiques des instituts géographiques supposait de se rendre dans des points de vente spécialisés et de donner des explications pour obtenir un document souvent non actualisé. Même dans certaines villes d'Amérique centrale, il est encore difficile d'acquérir des plans urbains. Un certain déficit de *littérature* cartographique en Amérique latine est lié, simplement, au manque de pratique et d'accès aux cartes, et particulièrement aux cartes à grande échelle. La présentation de cartes dans les systèmes scolaires vise plutôt à fixer des formes iconiques des territoires nationaux ou régionaux à petite échelle, reproduits dans les atlas scolaires et les affiches pour les classes, qui participent d'un processus de socialisation par le renforcement de l'identité nationale à travers la forme du territoire.

Faute de cartes et de *littérature* cartographique, en Amérique latine, le repérage de chacun dans l'espace passe par d'autres moyens, notamment par l'identification de points remarquables ou par l'utilisation des applications téléphoniques. Ces moyens peuvent être efficaces pour se déplacer, mais ils n'offrent pas la vision de l'espace comme une surface continue. La couverture cartographique permet de visualiser des proximités et d'imaginer des itinéraires ; elle est cependant insuffisante car très cadrée par une histoire faisant des cartes un des instruments d'affirmation du pouvoir de l'État plutôt qu'un outil au service des citoyen·nes. Néanmoins l'image cartographique possède une force communicationnelle, ce qui en fait un excellent outil de propagande, exigeant en retour un œil critique (Monmonier, 2019).

DES CARTES À DÉMOCRATISER

Depuis le début du XXI^e siècle, la cartographie connaît un bouleversement lié au déploiement de nouvelles technologies de relevé et de diffusion des informations. La mutation numérique permet une visualisation dynamique, à différentes échelles pouvant aller des vues planétaires jusqu'à des vues de terrain ou, dans l'optique borgésienne de l'Aleph, jusqu'au point focal à partir duquel l'ensemble du Monde est rendu visible.

Information accessible

Avec le déploiement des systèmes de positionnement de type GPS (*global positioning system*) et la miniaturisation des appareils de réception inclus dans la plupart des téléphones portables, se localiser et localiser des informations devient accessible et facile. Des systèmes informatiques abordables généralisent les possibilités de production de cartes. Les travaux de relevés cartographiques ne sont plus réservés aux seuls spécialistes. Des systèmes ouverts de collectes de données, parfois regroupés sous le nom de cartographie 2.0, se développent (Joliveau *et al.*, 2013).

La plupart des États latino-américains ont mis en place des infrastructures numériques permettant d'accéder aux données publiques¹, auxquelles s'ajoutent les données élaborées dans le cadre de projets spécifiques. L'information devient accessible aux citoyen·nes et aux acteurs privés pour l'élaboration de leurs propres visualisations et stratégies. Un « nouveau régime informationnel en Amérique latine » ouvre les possibilités de télécharger des données pour les traiter ou d'élaborer en ligne des cartes. Les multiples sources d'information et d'analyse sont hétéroclites.

La production par l'État de documents standardisés est remplacée par celle du marché élargi de services cartographiques et géographiques. La valorisation de ces données – filtrant de l'information – tend à leur communication immédiatement utilisable, comme le guidage d'un itinéraire. En omettant la carte, on perd ce qui en fait l'intérêt : permettre d'appréhender l'organisation d'un espace. L'instrumentalisation de l'information géographique qui lui assigne une fin univoque la vide de son potentiel critique. C'est pourtant ce potentiel que cherchent à retrouver des groupes qui font des cartes des instruments politiques de mobilisation collective.

Mapear activista

Des initiatives de cartographies alternatives accompagnent en Amérique latine des mouvements citoyens. Elles apparaissent dans des espaces divers, accessibles et complexes, qui servent à la maîtrise et à la compréhension de carte, que l'accès ouvert aux données ne garantit pas. Le processus de construction de la carte, avec de la participation et du dialogue, est plus important que le produit abouti. « *La actividad de mapear es una actividad que construye sentido, en el triple sentido de la palabra: tiene su marca en la sensibilidad, orienta y habilita la comprensión* » (Iconoclasistas, 2015 : 58). Un régime de cartographie activiste se propage.

La cartographie participative, impliquant la communauté, cherche à mettre en avant les connaissances des communautés sur leur territoire et à souligner les problèmes rencontrés. Depuis plusieurs décennies, le Groupe de cartographie sociale de l'Amazonie, basé à l'Université de Manaus au Brésil, a publié un grand nombre de cartes construites à partir des savoirs des communautés et traduisant leur territoire vécu. Dans un but militant, de nombreuses démarches de cartographie avec des peuples amérindiens soutiennent leurs revendications foncières face à la pression de l'exploitation (Hirt, 2009).

Certaines initiatives, menées par des spécialistes ayant une maîtrise rigoureuse de l'information géographique développent une cartographie engagée. Par exemple, RAISG (*Rede Amazônica de informação socioambiental*) combine les sources et les informations de différents États pour donner une vue d'ensemble des aménagements et des conflits en Amazonie, dépassant les frontières politiques des neuf pays concernés. La cartographie d'ensemble rend visibles des dynamiques concomitantes d'exploitation de ressources naturelles et d'occupation du territoire qui affectent l'environnement et les habitant·es. Elle aide à les comprendre et conduit à remettre en question l'affectation du grand espace amazonien fragile, de haute valeur environnementale et symbolique.

La cartographie devient un élément d'une géographie militante. Le groupe *Iconoclasistas* développe depuis 2006 une démarche cartographique collective pour le dialogue sur des conflits socioterritoriaux. Ces expériences se sont multipliées, notamment en Argentine, au Pérou et au Chili, servies par une méthodologie rendue disponible en ligne. La démarche proposée n'implique pas une forte compétence technique en cartographie mais plutôt des techniques de mobilisation collective pour faire émerger des discours collectifs en opposition avec la cartographie officielle des États. Elle rejoint des projets artistiques pour ouvrir sur l'imaginaire conduisant à une prise de conscience des transformations de l'espace. La *translittératie* modèle l'expression cartographique.

CONCLUSION

Le régime cartographique est en pleine mutation. En Amérique latine, avec le déclin de la cartographie étatique sur papier, la mise à disposition numérique de l'information géographique ouvre aux cartes de multiples usages et différentes intentions. Il s'agit d'un changement majeur qui n'empêche pas les cartes, notamment les représentations du territoire national, de continuer à jouer un rôle symbolique important pour rappeler l'extension, les ressources et les revendications. Les cartes jouent toujours un rôle d'icône mais elles sont mobilisées aussi bien pour projeter l'action de l'État que pour nourrir des mouvements de résistance. La technologie numérique facilite l'appropriation marchande et spécialisée de l'information géographique pour des buts bien

¹ Les bases cartographiques patiemment établies par les instituts officiels ont été partiellement rendues accessibles, même si leur mise à jour n'est plus assurée.

précis, commerciaux ou politiques, tout comme elle peut amener à généraliser l'usage des données et des cartes. La visibilité, la disponibilité et la multiplication de l'information, des sources et des usages engendrent une grande richesse cartographique qui n'est cependant pas toujours lisible. Cartographies officielles, imaginaires, commerciales, militantes, partagent le pouvoir des images comme support de communication et de conviction. Cette diversité favorise la confrontation des représentations, clé pour la démocratisation cartographique, qui passe alors par la littératie. Ce ne sont pas les techniques qui changent les choses mais l'usage qu'on en fait.

RÉFÉRENCES

Brunet R., 1997, *La carte, mode d'emploi*, Paris–Montpellier, Fayard–Reclus.

Desbois H., 2015, *Les mesures du territoire : aspects techniques, politiques et culturels des mutations de la carte topographique : essai*, Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB.

Frau-Meigs D., 2019, « Créativité, éducation aux médias et à l'information, translittératie : vers des humanités numériques », *Quaderni*, n° 98, p. 87-105.

Gould P., Harley J.B. (dir.), 1995, *Le pouvoir des cartes : Brian Harley et la cartographie*, Paris, Anthropos.

Hirt I., 2009, « Cartographies autochtones. Éléments pour une analyse critique », *L'Espace géographique*, 38(2), p. 171.

Iconoclasistas, 2015, *Manual de mapeo colectivo: recursos cartográficos críticos para procesos territoriales de creación colaborativa*, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Tinta Limón.

Joliveau T., Noucher M., Roche S., 2013, « La cartographie 2.0, vers une approche critique d'un nouveau régime cartographique », *L'Information géographique*, 77(4), p. 29-46.

Monmonier M., 2019, *Comment faire mentir les cartes*, Paris, Autrement.

Noucher M., 2017, *Les petites cartes du web : analyse critique des nouvelles fabriques cartographiques*, Paris, éd. Rue d'Ulm.

Velut S., 2021, « Des images pour la géographie : les cartes », *L'Archicube*, n° 29, numéro thématique « Ce que disent les images », p. 52-57 [archicubes.ens.fr/la-revue/anciens-num%C3%A9ros/ce-que-disent-les-images].

LES AUTEUR·ES

Sébastien Velut

Université Sorbonne Nouvelle – IHEAL / CREDA &
TREE
sebastien.velut@sorbonne-nouvelle.fr

Silvina Cecilia Carrizo

CONICET / Universidad Nacional de La Plata – CIUT
(Argentine)
silcarrizo@yahoo.com